

## SOMMAIRE

### Page 1

GPMH, 610 M€... en principe !  
290 M€ pour le port de Rouen.

### Page 2

Qui va payer ?  
L'assurance tranquille de Joël Bruneau.

### Page 3

Le réveil du Trait.  
"Cosmetic Jamet"

### Page 4

Le contrat de Caux Estuaire.  
Les investissements.

## 290 M€ pour le port de Rouen.

Le port de Rouen prépare, lui aussi, son nouveau cycle d'investissement. Le 15 juin dernier, son Conseil de surveillance a évalué ses besoins à 290 M€, dont 115 M€ pour accompagner le développement des trafics et 110 M€ pour l'entretien des infrastructures.

*Commentaire de Frédéric Henry (le président du Conseil de surveillance) "en terme de soutenabilité financière, ce plan se situe dans la continuité de ce qu'on a pu réaliser ces dernières années avec l'aide de nos partenaires."*

### ► Céréales, croisières et friches...

115 M€ sont donc consacrés au développement des trafics et des activités économiques.

- Le premier objectif est de tirer profit du nouveau gabarit du chenal et de s'adapter à la massification des flux, pour consolider les trafics de vracs et de céréales.

- Le cas des céréales est intéressant à suivre. C'est un trafic stratégique pour le port de Rouen, mais les trois dernières années ont révélé sa fragilité. Les grands opérateurs (Sénalia et Cap Seine) ont décidé de réagir ; le GPMR doit maintenant moderniser ses équipements et ses services pour accompagner le mouvement.

## GPMH, 610 M€... en principe !

### • Au Havre, tout est prioritaire...

Le 29 juin, le Conseil de surveillance du port du Havre, qui devait "prioriser" les investissements futurs de l'établissement en fonction de ses capacités financières, n'a finalement rien hiérarchisé puisqu'il a décidé que tout était prioritaire. Son plan quinquennal d'investissement - 500 M€ pour le développement et 110 M€ pour l'entretien et la modernisation du patrimoine existant - a donc été adopté à l'unanimité, un programme qualifié "d'ambitieux et de nécessaire à la poursuite du développement du 1<sup>er</sup> port français pour le commerce extérieur".

*On l'a compris : les 18 membres du conseil (5 représentants de l'État, 5 représentants des collectivités, 5 personnalités qualifiées et 3 représentants du personnel de l'établissement) étaient contents.*

### • Le lent achèvement de Port 2000.

Quelle est l'ambition ? Le GPMH cherche surtout à achever, le plus vite possible, la réalisation de Port 2000.

- Ici, la réalisation des postes 11 et 12 est qualifiée de vitale. Son coût : environ 150 M€. "Toutes les conditions sont réunies pour un démarrage rapide des travaux, explique Hervé Martel, le directeur général, le processus de sélection des candidats pour l'attribution des 2 postes a été lancé". La première pierre du projet pourrait être posée dès juillet 2019, "ce qui offre, un gage de maturité technique et administrative susceptible d'emporter l'adhésion de l'Europe pour un cofinancement que nous pourrions solliciter aux côtés du projet de chatière."

- La chatière, qui permettra la desserte de port 2000 par des navires fluviaux, est l'autre priorité. Son coût est estimé à 125 M€. L'enjeu est important pour améliorer les solutions fluviales actuelles et renforcer l'axe Seine. "Tout sera mis en place pour que l'enquête publique se déroule dans les meilleures conditions." On l'espère.

*Mon commentaire : ces décisions sont importantes et tous les opérateurs espèrent une mise en oeuvre rapide. De fait, comment ne pas être étonné par la lenteur de Port 2000 ? Rappel : ce projet, déjà "vital", a été décidé par Jacques Chirac, président de la République, lors de sa visite au Havre le 29 septembre 1995. Le premier quai a été inauguré en 2006 et on annonçait alors la montée en puissance rapide des 12 postes prévus, pour redonner au Havre "une place prépondérante en Europe" avec un trafic d'environ 5 millions de conteneurs à l'horizon 2010. L'an dernier, le port du Havre a traité 2,8 millions de conteneurs... Qui a dit que Port 2000 devait être réalisé le plus vite possible ?*

### • Les autres décisions...

Le conseil de surveillance a aussi validé d'autres projets :

- L'extension du terminal roulier.

- L'aménagement du quai de l'Atlantique estimé à 85 M€.

- Le développement des croisières est le deuxième objectif. Sont programmés dans cette perspective : l'accroissement des capacités d'accueil des terminaux de croisière de Rouen et de Honfleur ainsi que la réhabilitation des infrastructures du Bassin Saint-Gervais à Rouen pour les paquebots fluviaux.
- Troisième objectif, la valorisation des atouts logistiques du port sur l'axe Seine avec la modernisation envisagée du terminal de Radicatel et l'achèvement de l'extension de la zone multimodale de Honfleur.
- Enfin, le GPMR va s'engager dans une nouvelle politique de réhabilitation de ses friches industrielles pour y développer de nouvelles activités. Avec plusieurs grands projets : la reconversion de la zone des Torchères (ex-raffinerie Petroplus), traitement de la friche dite "HFR" dans la continuité du terminal de Petit-Couronne, la fermeture et le remblaiement de la darse des Docks. Toutes ces opérations seront longues, complexes et coûteuses, notamment parce qu'elles nécessitent souvent des opérations de dépollution.

*Mon commentaire : parallèlement, le GPMR espère tirer parti des grands projets structurants "et massifiants" portés par l'État, la Région et les autres partenaires publics comme, par exemple, la modernisation de la ligne Serqueux/Gisors, la réalisation de la LNPN, ou encore MAGEO, comprenez la mise au gabarit européen de l'Oise. L'ennui, c'est qu'on ne sait pas quand et comment ces projets seront réalisés... C'est gênant.*

► **110 M€ pour les infrastructures.** Il s'agit ici de la modernisation et l'entretien "courant" des équipements pour rester compétitif et offrir un service de qualité aux clients. Sont concernés les terminaux et appontements portuaires, les réseaux routiers et ferroviaires portuaires, mais aussi les digues et berges.

*Commentaire : notons que le GPMR investira 35 M€ dans la transition écologique et énergétique. Il s'agit notamment de l'isolation de tous les hangars portuaires actuels. Par ailleurs, 5 M€ devraient être réservés à un projet de production électrique (ferme solaire ou géothermie) sur l'ancien terminal de Charvet.*

- La réalisation de différents travaux routiers pour fluidifier la circulation et faciliter les accès à l'ouest de la ZIP.
- Et, bien sûr, un important programme de maintien et de modernisation des infrastructures.

*Mon commentaire : le montant total est très important, 610 M€, c'est deux fois plus que le programme du port de Rouen.*

### • Qui va payer ? Faut voir...

Aujourd'hui, les maquettes financières ne sont pas établies. Voilà ce que dit le conseil de surveillance dans son communiqué officiel :

*"Le contenu du programme d'investissement étant ainsi acté, c'est une période de consolidation des plans de financement des projets et d'affermissement des engagements des cofinanceurs, qui s'ouvre. Un contrat de financement sera monté pour chacun des projets et chaque projet fera l'objet de décisions individuelles de la part du conseil de surveillance, l'objectif étant de conforter le programme dans son ensemble dans les meilleurs délais."*

Le message est clair : on a décidé, pour le financement, on verra.

- Naturellement, tout le monde espère que l'Europe "abondera abondamment". Mais son intervention sera fonction des contreparties nationales. Quelles seront les contributions respectives du GPMH, de l'État, de la Région et d'éventuels autres partenaires ? On ne le sait pas. L'enveloppe des 610 M€ pourra-t-elle être intégralement financée, dans des délais acceptables ? On ne le sait pas davantage. Le temps de négociation est en train de s'ouvrir, c'est un temps incertain.
- Sans attendre, Hervé Morin est monté au créneau : *"Il est temps que les ports de l'Axe Seine puissent, à l'image de leurs voisins du nord de l'Europe, concrètement bénéficier des équipements qui leur font défaut pour conquérir des parts de marché et susciter croissance économique et emplois. L'État a souhaité conserver la gestion de ces grands ports, alors que la Région proposait de la reprendre. Il doit maintenant faire la démonstration qu'il a la volonté et la capacité de porter avec une ambition à la hauteur de l'enjeu l'avenir de ces poumons économiques..."*
- Rappelons qu'Hervé Morin a déclaré que la Région était prête à financer la réalisation de la chatière (115 M€) avec, si possible, une intervention de Bruxelles.

## Et pendant ce temps-là...

### • L'assurance tranquille de Joël Bruneau

Même s'il affirme que *"l'incertitude est sa seule certitude politique"*, Joël Bruneau, le maire de Caen, affiche une assurance tranquille à l'approche des municipales. De fait, son opposition est affaiblie, il a restauré les finances de la ville et de l'agglomération, son image d' élu modéré et compétent est appréciée de nombreux habitants. *"Son chemin est dégagé, dit cet observateur de la vie locale, seul un gros problème sur le chantier du tramway pourrait contrarier son avancée..."*

Quand il parle d'avenir, ses propos sont désormais décomplexés. *"Je veux faire de Caen-la-Mer, le territoire le plus dynamique de la Normandie, dit-il en faisant référence à la trajectoire positive de Nantes. Pour réussir, il se concentre sur deux grands dossiers :*

- Caen Presqu'île, le projet de reconquête urbaine "d'intérêt majeur" sur un espace de 300 ha : 7 000 logements, 5 ha de zones d'activité...
- Caen Plateaux Nord, un pôle de recherche et d'innovation de 2 000 ha, à structurer, dans les 10 ans, pour valoriser l'excellence scientifique de la ville.

Joël Bruneau espère obtenir un appui important de l'Etat (mais l'Etat impécunieux le fera-t-il ?), avec la Région, c'est beaucoup plus facile : *"Hervé Morin est très présent ; il agit de façon équitable avec tous les territoires..."*

## Aéroports de Normandie.

Regroupant les aéroports de Caen, Deauville, Le Havre et Rouen, le "collectif" Aéroports de Normandie s'est réuni pour la première fois le 26 juin. Point positif : les responsables des 4 sites se parlent.

- Chaque plate-forme a pu présenter ses projets d'investissement : allongement de la piste et agrandissement de l'aérogare de Caen, construction d'une nouvelle aérogare à Deauville, renforcement de la piste de l'aéroport de Rouen... Objectif : se tenir au courant pour réduire, si possible, les concurrences normando-normandes.
- La réalisation d'un portail internet commun a aussi été décidée pour valoriser l'offre régionale auprès des clients.
- Les ambitions communes ont été rappelées : la connexion aux hubs européens, l'amélioration des infrastructures, des économies d'échelle par la mutualisation des moyens.

*Commentaire* : c'est une première étape, le chemin sera long pour mettre en ligne les 4 plates-formes autour d'une stratégie commune.

## Les ports locaux de la Manche.

Présidée par Alain Bazille (CD.76), l'association des ports locaux de la Manche (de Granville au Tréport) lance une étude pour améliorer la qualité environnementale maritime et terrestre des ports, tout en pérennisant l'activité économique.

- Toutes les activités sont prises en compte : pêche, commerce, réparation navale, plaisance.

*Objectif de ce diagnostic* : mettre en place un plan d'action en matière de développement durable.

## R. Clairin succède à JM. Dubos.

Au Havre, Jean-Marie Dubos (Safra-Nacelles) n'est plus le président de la commission "Industrie Estuaire", le réseau d'industriels le plus important de la Normandie.

- Il vient de passer la main à Raphaël Clairin (SIDEL), vice-président "Industrie" de la CCI Seine-Estuaire. La commission "Industrie Estuaire" est un facilitateur d'échanges entre les industriels, un accélérateur de croissance et d'investissement, une interface positive entre les industriels, les pouvoirs publics...

*Mon commentaire* : le plus dur reste à faire : mettre au point les maquettes financières. Pour le moment, on peut donc considérer que les décisions du conseil de surveillance ne sont que des décisions de principe qui attendent d'être validées par des engagements "sonnants et réverbérants".

## Patrick Callais

### Le réveil du Trait est une chance pour la Métropole...

Bien qu'appartenant à la Métropole, la commune du Trait reste toujours une inconnue pour de nombreux Rouennais qui la regardent comme une ville lointaine, marquée par le chômage et la précarité. "Ils ont le souvenir de nos difficultés passées, explique le maire, Patrick Callais, mais les choses ont changé, Le Trait est une chance pour la Métropole, il est important de le rappeler..."

- Depuis 2014, beaucoup de choses ont effectivement changé. À la mairie, les finances ont été assainies, la dette a diminué et, aujourd'hui, la ville affiche un budget de 14 M€ pour 5 000 habitants, dont 3 M€ pour l'investissement, le tout sans recours à l'emprunt, du jamais vu depuis 15 ans. Les changements ont aussi concerné les services. L'an dernier, un nouveau comité de direction a été mis en place, il est piloté par Henri Wattiez, un renouvellement qui symbolise la relance de la machine municipale. "Depuis trois ans, on a remis les choses d'équerre, on peut désormais préparer l'avenir..."

### "Malaquis, c'est bien..."

L'une des priorités de Patrick Callais est de valoriser les atouts économiques du territoire. Non, Le Trait n'est pas une ville périphérique, mais la porte d'entrée ouest de la Métropole ; elle est bien située sur l'axe Seine, bien desservie par les autoroutes, avec un tissu industriel dense (Sanofi et TechnipFMC, notamment) et des zones d'activité bien adaptées aux différentes catégories d'entreprises : "oui, nous avons des atouts, nous les avons présentés à Frédéric Sanchez, pour la Métropole, c'est important."

- La zone du Malaquis est l'un de ces atouts. Elle bénéficie de la convention de revitalisation économique signée, en janvier 2017, par TechnipFMC et la préfecture de Seine-Maritime, qui promeut, pour les entreprises du site, une gestion collective des services, des besoins et de l'emploi, dans une démarche de développement durable. Cette convention est un levier utile et efficace.

## Et pendant ce temps-là...

### • "Cosmetic-Jamet" : la preuve par 10.

Alors que sa carrière politique marque le pas en Normandie, Marc-Antoine Jamet, maire PS de Val-de-Reuil (et secrétaire général de LVMH) s'investit de plus en plus dans la présidence du pôle de compétitivité "Cosmetic Valley" afin d'éclairer l'avenir de ce secteur d'activité stratégique pour la France.

- "Non, la parfumerie-cosmétique n'est pas le nucléaire ou l'aéronautique, explique-t-il, mais elle est la source du deuxième excédent commercial du pays." C'est important.

Lors de la dernière assemblée générale du pôle, il a présenté un plan en 10 points pour conforter le rôle national et international de Cosmetic-Valley.

Les 10 points : garder une place de leader mondial, agir au niveau européen, parfaire la qualité du maillage régional, digitaliser les actions, densifier le tissu industriel, consolider l'indépendance financière, intensifier les programmes de recherche, communiquer mieux, se doter d'un nouveau siège mieux adapté, servir les adhérents et en augmenter le nombre.

*Citation* : Cette feuille de route devra être mise en œuvre lors de la phase IV des pôles de compétitivité avec l'implication d'un maximum d'acteurs, pour contribuer à maintenir le leadership de la filière parfumerie-cosmétique française. C'est un enjeu que je souhaite que le Gouvernement n'oublie pas."

## Anne-Marie Cousin

Vice-présidente de la Région, Anne-Marie Cousin est la nouvelle présidente de l'association des maires de la Manche. Maire de Torigny lès villes, elle succède à Claude Halbecq, maire de Roncey.

## Christophe de Balorre

À son tour, le Conseil Départemental de l'Orne, présidé par Christophe de Balorre, a émis un avis défavorable sur le Schéma régional de Santé présenté par l'ARS Normandie.

Les élus dénoncent de multiples faiblesses concernant "les personnes âgées, les personnes handicapées et la nouvelle organisation de l'offre de soins qui intègre, notamment, la réduction du nombre de lits d'hospitalisation et la suppression de moyens affectés aux urgences."

## C. Morin-Desailly - F. Nyssen.

Épinglée par le Canard Enchaîné pour des travaux réalisés sans autorisation à Arles, Françoise Nyssen, ministre de la Culture, semble de plus en plus sur la sellette. Qui pourrait lui succéder ? Le nom de la Rouennaise Catherine Morin-Desailly, présidente de la commission "culture" du Sénat, commence à circuler. À suivre...



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie  
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- Tout naturellement, la Ville s'est associée à la CCI Rouen Métropole qui porte l'opération. "Nous voulons renforcer nos liens avec les entreprises, affirme Patrick Callais, si nous tirons tous dans le même sens, c'est un jeu gagnant/gagnant."

- Il y a 10 mois, le METYA a été créé à cet effet. C'est le Mouvement des Entreprises du Trait, Yainville et Alentours, le réseau des acteurs économiques qui travaille avec la mairie à l'amélioration de l'attractivité. Premier résultat de ce dialogue public/privé : la zone du Malaquis va être desservie en THD, d'ici à la fin de l'année, à un prix très compétitif. D'autres initiatives seront prises dans les prochains mois, comme la création d'un "package d'accueil" pour les nouveaux salariés ou l'organisation d'une présentation des métiers et des emplois disponibles. Notons que deux projets d'implantation d'entreprises sont en cours de finalisation, que Sanofi et TechnipFMC ont programmé des investissements importants (plus de 40 M€) et que, pour les 10 ans à venir, Le Trait dispose de 40 ha de friches foncières en bordure de la Seine, qui doivent toutefois être dépollués.

*Commentaire n°1 : l'équipe municipale joue donc à fond la carte de l'attractivité. Mais il ne s'agit pas seulement de l'attractivité économique. Patrick Callais cherche aussi à faire du Trait "un territoire de bonne vie" : mise en chantier de logements intermédiaires, maison pluridisciplinaire de santé, nouveaux services à la population, en particulier pour les jeunes et les personnes âgées. L'éventail est ouvert, 2018 est ici une année charnière.*

*Commentaire n°2 : pour les habitants éloignés de l'emploi, notons que la Ville a créé un bureau "emploi/formation" au sein de la structure municipale.*

26,3 M€

## Caux-Estuaire signe son contrat de territoire...

La CC. de Caux-Estuaire (Sandouville - 76 - Pdt. Didier Sanson) vient de signer son contrat de territoire. 11 actions sont programmées pour un montant total de 26,3 M€. La Région va en financer 8 à hauteur de 3,5 M€, le Département 7 à hauteur 1,8 M€.

- L'extension et l'aménagement du parc Eco-Normandie sont l'une des actions les plus emblématiques de ce contrat.

*À noter : cette signature intervient au moment où les élus divisés de la communauté de communes doivent se prononcer sur le projet de fusion proposé par la CODAH, présidée par Luc Lemonnier. À suivre...*

## Et pendant ce temps-là...

### • Segula Technologies recrute.

En raison de sa dynamique de croissance dans le secteur naval, Segula Technologies, groupe d'ingénierie mondial, prévoit de recruter 30 collaborateurs supplémentaires à Cherbourg où il est présent depuis plus de 20 ans.

Il recherche notamment des dessinateurs/projeteurs, préparateurs méthode et industrialisation, administrateurs de données, emménageurs...

### • Bienvenue à Siemens-Gamesa

Le conseil de surveillance du port du Havre a décidé d'accélérer l'implantation du projet éolien. Le directoire a autorisé le lancement des travaux d'aménagement du quai Johannes Couvert. Ils permettront à Siemens-Gamesa de démarrer la construction des usines de pâles et de nacelles "conformément à son engagement industriel".

### • ArianeGroup pourrait supprimer des emplois à Vernon

Avec l'arrêt du programme Ariane 5 et le passage à Ariane 6, ArianeGroup prévoit une diminution de sa charge de travail avec, à la clé, 2 000 suppressions d'emplois possibles d'ici à 2022, principalement sous la forme de non-remplacement de départs en retraite. Le site de Vernon (Eff. 1 100) serait touché comme les 4 autres sites en France.